

force, assez de talent, assez de dévouement comme cela ; je n'ai plus besoin de rien : on dit que ces hommes ont tout cela ; mais, peu m'importe, je ne veux pas même en essayer. Ils sont Français aussi, peu m'importe : Que le soin de la patrie leur demeure fermé ! Ils réclament la liberté et l'égalité : Que la liberté soit pour eux une chimère, la légalité un mensonge ; ou plutôt, qu'ils soient libres comme les forçats libérés, et égaux aux repris de justice ! (Réclamation.) Oui, Messieurs, c'est bien cela : les forçats, les repris de justice et les moines : voilà les trois seules catégories que vous excluez.

Ah ! Messieurs, est-il donc si difficile de tolérer ce que nous n'aimons pas ? de laisser faire aux autres ce qui n'est pas de notre propre goût, mais ce que nul ne nous impose ? N'aurions-nous jamais l'intelligence de ce qui n'est pas nous-mêmes ? N'y a-t-il rien au monde qui puisse nous faire pardonner une différence d'origine, d'opinion, de tendance ? Quoi ! toujours et chez tous les vainqueurs, toujours l'insolence ! Mais quand donc comprendrons-nous qu'en hâtant la liberté et notre propre conscience, ce glaive terrible de la violence et de la persécution, dont nous croyons toujours tenir la poignée, peut se tourner un jour contre nous-mêmes et nous traverser à notre tour de sa pointe empoisonnée ? (Mouvement.)

Ce qui me confond et ce qui m'a triste, c'est de trouver une mesure comme celle que nous repoussons présentée au pays sous le couvert des hommes éminents que je vois s'élever devant moi, sur le banc de la Commission comme sur le banc des ministres ; c'est de les voir céder, eux aussi, aux clameurs aveugles, aux menaces facieuses qui ont dicté cette disposition, que la loi présentée par M. Guizot en 1836 avait dédaignées.

Quoi ! leur dirai-je, vous qui avez passé au pouvoir, et vous qui l'exercez encore, ces fureurs, ces menaces, ne les avez-vous pas essayées ? N'avez-vous pas vu s'émeuter contre vous tous ces odieux mensonges, toutes ces extrêmes ressources de la haine, qui ne voit rien, qui n'écoute rien, qu'il faut assouvir à tout prix ? Et où en seriez-vous si tous les hommes qui, tout en repoussant votre politique, savent rendre justice à vos personnes, n'étaient abaissés jusqu'à se rendre les instruments de ces passions et de ces mensonges ? Et à votre tour vous souffrez que des hommes innocents, désarmés et cent fois plus irréprochables que ne sauraient l'être jamais des hommes publics mêlés aux orages de la vie politique, vous souffrez qu'ils soient victimes de l'iniquité que vous connaissez si bien ! Le plus éloquent d'entre vous disait naguère avec un noble orgueil qu'on aurait beau entasser injure sur injure, calomnie sur calomnie, qu'elles ne monteraient jamais au niveau de son dédain. Et quand ces injures et ces calomnies s'adressent à de pauvres religieux chez qui nul ne peut constater un seul acte ni une seule parole répréhensible depuis 30 ans qu'ils sont en France, non seulement elles atteignent le niveau de vos dédains, mais elles le dépassent, elles vous recouvrent, elles vous dominent, elles vous entraînent à leur suite ; ce que vous dédaigniez de faire il y a huit ans, vous le proposez, vous le défendez, vous y consentez aujourd'hui. Est-ce une preuve de force ou de faiblesse ? est-ce un progrès en avant ou en arrière ? Les honnêtes gens, les gens de cœur répondront. Je cherche en vain le fier vainqueur des injustes clameurs de la foule ; je ne trouve plus que leur écho, leur complice et leur docile instrument. Ah ! s'il fallait encore, après tant de leçons et tant de mécomptes, une preuve nouvelle de la misère morale du pouvoir de nos jours et de tristes compensations de la grande politique, je n'en voudrais pas d'autre que ce cruel empire des circonstances qui rend les hommes les plus éminents fidèles à eux-mêmes, qui leur fait courber la tête sous des préjugés qu'ils ne partagent pas, subir le joug des passions qu'ils méprisent, et imposer à des haines surannées, à des déclamations mensongères, à des calomnies mille fois réfutées, à des déclamations innocentes, la liberté et le dévouement, sur l'autel de la défiance, de la jalousie ! (Ce discours, que nous reproduisons dans toute son étendue, a produit sur toute l'assemblée une profonde impression.)

## LETTRE DE MGR. L'ÉVÊQUE DE NEW-YORK.

A L'HON. JAMES HARPER, MAIRE DE NEW-YORK.

Monsieur, — J'ai reçu une lettre d'un jeune "Natif Américain," signée de son propre nom, et dans laquelle il me prévient qu'il s'est pourvu d'un "poignard" au moyen duquel je dois "mordre la poussière." S'il n'avait pas apposé son nom au bas de cette lettre, je l'aurais détruite sans même en regarder le contenu, comme j'ai coutume d'en agir avec toutes ces communications anonymes.

Je ne puis répondre à un tel correspondant ; mais en remettant cette lettre entre vos mains, si vous le désirez, je n'en poursuivrai pas moins ma ligne de conduite, et l'on me trouvera partout où mon devoir d'évêque catholique et de citoyen des États-Unis m'appellera. J'espère être en paix avec Dieu ; je sais qu'en tant qu'il dépend de moi je le suis avec tous les hommes, de sorte que je suis prêt à remettre ma vie entre les mains de son adorable auteur, quand et comme il le voudra.

Mais si mon correspondant venait à mettre sa prophétie à exécution, comme il le dit, il convient pour rendre justice à ma réputation aussi bien qu'à mon pays, de publier de tels faits, surtout dans les circonstances actuelles. Je serai quelque peu ennuyeux, mais je réclame votre indulgence, car je veux tout dire, vû que je ne pourrais trouver une occasion plus opportune. Je ne me servirai pas de termes de reproches ou d'aigreur par rapport aux derniers événements, sur lesquels il n'a déjà été que trop dit.

Personne ne déplore plus que moi les funestes résultats des discussions immodérées soit d'un côté ou de l'autre, dans notre chère capitale, et depuis bien des mois j'a été toute mon application de détourner de notre ville de semblables scènes.

Depuis la naissance d'un nouveau parti, émettant des principes hostiles à une religion en particulier, et aux étrangers, quoique naturalisés, j'en ai redouté avec la plus vive appréhension, les résultats pour la paix de la communauté et l'honneur du pays. Non pas que je nie à ces individus, généralement parlant, le droit de se réunir pour le soutien d'aucun principe, que sanctionnent leurs devoirs envers le pays ; mais des sujets de cette espèce étaient de leur nature trop excitants. Dès le principe j'ai empêché les seuls papiers qui défendent les intérêts catholiques de combattre soit les principes ou les progrès du nouveau parti. Lorsque des intérêts privés ont l'entreprise de particuliers les leur faisait établir de nouveaux journaux, expressément dévoués à s'opposer au progrès de l'"*Américanisme natif*" et à soutenir les droits constitutionnels des étrangers de toute croyance, j'ai refusé péremptoirement d'y donner mon patronage et mon approbation, prévoyant bien à quel point un tel antagonisme pourrait conduire. J'ai même fait publier certains articles qui devaient venir à la connaissance d'une grande portion de mon troupeau et qui devaient les prémunir contre la tentation de rendre insulte contre insulte, en se posant en opposition aux principes de ce nouveau parti. Je leur fis ainsi ressouvenir que si ces principes étaient faux, le tems et le bon sens du public en serait le meilleur remède, au lieu que des catholiques et surtout des catholiques irlandais n'étaient pas du tout propres à appliquer le correctif. J'eus la consolation de voir les bons effets de ces avis, au point que des enfans et des jeunes gens pouvaient marcher pendant la nuit à travers les rues presque exclusivement habitées par des Irlandais catholiques, siffler et tambour en tête, avec des drapeaux portant des inscriptions telles que celle-ci "no popery, pas de papisme" comme devise publique et politique. Il ne m'appartient pas de décider si le parti natif américain avait ou n'avait pas le droit de prendre de telles *mottos* et de les déployer au milieu d'une telle population. Mais en supposant même qu'ils en eussent le droit, ne devaient-ils pas quelque chose à la faiblesse de la nature humaine ? n'y avait-il pas des convenances à garder vis-à-vis des droits religieux et de la sensibilité des hommes sous notre constitution ? à la susceptibilité toute particulière des Irlandais, et principalement eu égard à ce sujet identique, qui leur rappelait la dégradation héréditaire, dont ils croyaient s'être affranchis en mettant le pied sur ces rives.

Je rends grâce au Dieu tout-puissant de ce que nonobstant ces exhibitions peu judicieuses il ne soit arrivé aucun accident ni aucun désordre durant le tems d'effervescence qui vous a élevé à la charge honorable que vous occupez. Et plut à Dieu qu'il eût régné une pareille tolérance à Philadelphie. Cependant, malgré toute ma sollicitude et tous mes efforts, l'esprit public dans certains quartiers était si fiévreux et si morbide, si dérangé et si échauffé, qu'un mensonge de cinq lignes, publié dans aucun de nos journaux qui aurait désiré créer des troubles, aurait suffi pour produire les résultats les plus désastreux.

On a attaqué mon nom et mon caractère dans toutes les assemblées de vos propres constituans. On m'a accusé d'être un politicien, de me mêler des lois, d'intriguer dans les partis et comme un homme non seulement capable mais même s'efforçant de détruire les libertés du pays. La redoutable crise que je me fais gloire d'avoir détournée de cette ville, mais qui a laissé des traces si désastreuses dans une autre ville qui m'est aussi chère, a tellement stigmatisé ces calomnies dirigées contre mon caractère, que je puis maintenant faire face à mes accusateurs d'une manière aussi triomphante, comme vous le verrez avant la fin de cette communication. Mais avant de m'entendre davantage sur ce sujet, il est nécessaire que je vous dise que que mois par rapport à moi-même, ce que je ferai aussi brièvement que possible, vû son peu d'importance pour le public en général.

Il y a vingt-cinq ans que je vins en ce pays. Et je devins citoyen aussitôt que me le permirent mon âge de majorité et plusieurs autres circonstances. Mes premiers ancêtres étaient du pays de Galles, et très probablement partagèrent avec Storghow et ses compagnons le butin qui était la récompense des premiers usurpateurs de l'aimable, mais infortunée Irlande. Sans doute que depuis le moment de leur conversion du paganisme, ils furent catholiques. Vous, monsieur, qui devez connaître les annales affligeantes de l'intolérance religieuse de l'Irlande, vous devez vous rappeler qu'un traître à son pays et aussi bien qu'à sa foi, autant que je sache M. Mahon, prince de Monaghan, voulant rentrer en grâce avec le gouvernement Irlandais de la reine Elizabeth, l'œuvre de traître qu'il s'était obligé d'accomplir fut d'extirper la race entière des Hughes. Il ne réussit pourtant pas à les détruire, quoiqu'il les extirpât, donnant par là, une preuve aux âges à venir que la persécution ne peut pas toujours accomplir ce qu'elle s'est proposée. En 1817, un des descendants de la race des Hughes vint aux États-Unis d'Amérique. Il était le fils d'un cultivateur qui n'était pas très riche, mais à l'aise. Il aborda sur ces rives, sans armes, et avec seulement quelques guinées dans sa bourse. Il ne reçut jamais rien de la charité d'aucun homme, il n'emprunta jamais sans remettre, il ne posséda jamais plus que quelques piastres à la fois, il n'eut jamais de protecteurs, ecclésiastiques ou civils, et c'est ce même descendant des Hughes qui a l'honneur de vous écrire en ce moment comme évêque catholique de New-York.

Je sais qu'une certaine dame, qui prête l'appui de sa plume à une gazette de Boston, a donné son nom avec le mien pour prouver que "j'en traitai au ser-